

Olivier Becht,
Ministre du commerce extérieur
37 quai d'Orsay
75007 Paris

Paris, le 23 novembre 2022

Sujet : Les accords commerciaux doivent faire l'objet d'un contrôle démocratique

Monsieur le ministre Olivier Becht

Nous sommes extrêmement préoccupés de voir que la Commission européenne envisage de scinder les accords de libéralisation du commerce entre l'UE et le Mexique d'un côté, mais aussi celui avec le Chili et celui, très décrié, avec les pays du Mercosur. Nous considérons qu'il s'agit d'une manœuvre stratégique visant à contourner tout contrôle démocratique qui pourrait s'exercer au niveau national.

Dans la déclaration ouverte ci-jointe, 210 organisations de la société civile, dont une vingtaine d'organisations françaises (Aitec, Amis de la Terre France, Attac France, Collectif Stop CETA-Mercosur, Confédération paysanne, Fondation pour la Nature et l'Homme, France Nature Environnement, Générations Futures, Greenpeace, Ligue des Droits de l'Homme (LDH) etc) alertent sur les conséquences importantes qu'une telle division des accords de libéralisation du commerce pourraient avoir au regard des préoccupations légitimes qui s'expriment à propos des conséquences attendues de ces accords sur l'emploi, le climat, les droits humains et sociaux, la biodiversité, etc. Le droit des États membres de l'UE d'opposer leur veto aux accords de libéralisation du commerce et le droit des parlements de les voter constituent un acte démocratique important qui protège les agriculteurs, les travailleurs, les consommateurs et tous les citoyens.

En outre, dans le cas de l'accord UE-Mercosur, cela reviendrait à aller à l'encontre du mandat de négociation que le Conseil a confié à la Commission européenne en 1999 ainsi qu'à l'encontre des conclusions du Conseil de 2018.

Nous vous demandons donc de défendre votre droit de veto sur les accords de libéralisation du commerce à venir et le droit des parlementaires nationaux de pouvoir les examiner et les ratifier. Nous attendons de vous que vous exprimiez publiquement votre opposition aux propositions de la Commission européenne en la matière lors du prochain Conseil Affaires étrangères (Commerce), le vendredi 25 novembre.

Nous vous encourageons également à prendre l'initiative de construire une alliance solide d'Etats européens au sein du Conseil afin d'empêcher que la Commission parvienne à imposer ses propositions.

Veillez recevoir, Monsieur le Ministre, nos sincères salutations.

Organisations françaises signataires :

Aitec, Alofa Tuvalu, Amis de la Terre France, Attac France, CADTM France, Collectif Stop CETA-Mercosur, Comité Pauvreté et Politique, Committee in Solidarity with Indigenous Peoples of the Americas (CSIA Nitassinan), Confédération paysanne, Fédération syndicale SUD-Energie, Fondation Copernic, Fondation pour la Nature et l'Homme, France Amérique Latine – FAL, France Nature Environnement, Générations Futures, Greenpeace France, Les Ami.e.s de la Confédération paysanne, Les Amis du Monde diplomatique, Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Peuples Solidaires Paris 15, Veblen Institute for Economic Reforms, ZEA.